

Brochure n° 3261 | Convention collective nationale

IDCC : 1611 | **ENTREPRISES DE LOGISTIQUE DE COMMUNICATION ÉCRITE DIRECTE**

**Accord paritaire du 21 octobre 2021**

relatif à la création d'un fonds de développement

NOR : ASET2151053M

IDCC : 1611

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**DMA,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FILPAC CGT ;**

**F3C CFDT ;**

**SNPEP FO ;**

**FPT CFTC ;**

**IP CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

La logistique de communication écrite directe (routage) est un segment essentiel du secteur de l'imprimerie et des industries graphiques. Il consolide l'offre globale adressée aux marchés de la presse périodique et du marketing direct et a enregistré des mutations majeures qui entraînent la recomposition de ses emplois et compétences et des modèles économiques qui caractérisent ces entreprises.

Au vu de ce constat et dans la perspective d'un accord de branche exprimant les priorités ambitieuses du secteur de la logistique de communication écrite directe (IDCC 1611) en matière d'emploi, d'innovations industrielles et de maillage d'entreprises dans une logique de proximité, les organisations signataires estiment qu'afin d'initier et conduire des actions collectives structurantes pour ce secteur de la communication, il convient de créer comme a pu le faire le secteur de l'imprimerie de la presse et des industries graphiques (IDCC 184) par accord paritaire du 12 octobre 2004 étendu le 13 avril 2005 un dispositif spécifique dénommé fonds de développement des bassins d'activité régionaux décrit à l'article 13 de l'accord paritaire susvisé.

Compte tenu des spécificités de la branche composée majoritairement d'entreprises de moins de cinquante salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés dans le cadre du présent accord.

## Article 1<sup>er</sup>

Le secteur relevant de l'IDCC 1611 décide d'adhérer au dispositif procédant de l'article 13 de l'accord du 12 octobre 2004 modifié par l'accord paritaire relatif à la formation et au développement des compétences.

Cette adhésion est faite sous réserve des actualisations suivantes :

- le secteur de la logistique routage structure depuis plusieurs années des initiatives nationales en partenariat étroit avec le secteur de l'imprimerie (CQP, EDEC, PICTPE) ;
- ces actions relèvent essentiellement du domaine formation/emplois compétences alors que le secteur souhaite s'engager dans une approche globale d'actions territoriales qui associe développement industriel et technologique, emploi, formation et développements des compétences ;
- ce fonds sera alimenté par une contribution dédiée des entreprises relevant du secteur logistique routage en complément de leur contribution conventionnelle ;
- le montant de cette contribution sera fixé chaque année par la CPNEFP commune. Toutefois la CPPNI décide d'arrêter dans le présent accord les montants des contributions qui seront appelées pour 2021 et 2022 : la première contribution au titre de la participation pour l'année 2021 (dès publication de l'arrêté d'extension) est fixée forfaitairement à 200 € et la suivante, pour l'année 2022, est fixée à 0,06 % de la masse salariale des entreprises tout en ne pouvant être inférieures à 300 € (minimum) ni excéder 750 € (maximum).

## Article 2 | Gouvernance

La collecte de cette contribution est confiée pour l'année 2021 à l'OPCO EP et fera l'objet d'un compte séparé et d'une convention de reversement à l'IDEP gestionnaire de ladite contribution pour le compte du secteur de la logistique de communication écrite directe.

Un comité de gestion paritaire placé sous contrôle de la CPNEFP commune (imprimerie, logistique routage) assurera l'affectation des fonds aux diverses actions et en assurera le suivi qualitatif et quantitatif.

Les autres dispositions de l'article 13 de l'accord paritaire susmentionné restent inchangées.

## Article 3 | Formalités de dépôt et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de la publication de l'arrêté d'extension au *JO*.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues au code du travail par la partie la plus diligente.

Le présent accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

*Fait à Paris, le 21 octobre 2021.*

(Suivent les signatures.)